

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 916
VENDREDI 1^{er} JUILLET 2011

Dispensé de timbrage BREST CTC

Oser plus d'Europe

PS et SPD préparent, ensemble, leur retour au pouvoir. Le 22 juin, Martine Aubry et Sigmar Gabriel, président du SPD, ont signé, rue de Solférino, un texte commun dans lequel les socialistes français et les socio-démocrates allemands s'engagent à « Oser plus d'Europe ».

Ensuite, un vrai plan de relance serait engagé. Pour refinancer les États de la zone euro, des euro-obligations seraient émises de manière à permettre un refinancement des États à un meilleur coût.

Quatrième engagement du PS et du SPD : rendre aux banques leur fonction originelle de service, qui consiste à réunir des capitaux et à alimenter l'économie et non pas à spéculer.

A l'occasion de son déplacement en France, Sigmar Gabriel a également rencontré le Groupe socialiste à l'Assemblée Nationale.

Pour combattre le dumping social, les taux planchers des impôts sur les sociétés seront encadrés.

Des deux côtés du Rhin, les socialistes sont d'accord sur le constat : « **Ni les gouvernements, ni l'union européenne n'ont apporté des réponses à la hauteur de ce que pouvaient attendre les salariés européens. Ils s'attaquent uniquement aux symptômes mais ne luttent pas contre les causes profondes des crises financières des États.**

« **Les chefs d'État et de gouvernement européens, en majorité conservateurs et libéraux, en tout premier lieu la chancelière allemande et le président Sarkozy, se sont refusés bien trop longtemps à débattre d'une gouvernance économique européenne.**

Alors, que ferait la gauche au pouvoir, en France et en Allemagne ?

D'abord, elle instaurerait une taxe financière en Europe de manière à ce que les responsables de la crise participent aussi à la relance. Avec un taux de 0,05 %, il serait possible de récolter 200 milliards d'euros qui serviraient à financer des investissements, mais aussi à limiter la spéculation.

PS et SPD sur la même longueur d'ondes

Enfin, pour les socialistes français et allemands, « **la gouvernance économique européenne doit aussi posséder une forte dimension sociale. Nous voulons qu'un pacte de stabilité sociale fasse partie intégrante du gouvernement économique européen.** »



Dossier de la semaine
Un projet pour l'emploi



Vie de la Fédération
Primaires : à la rencontre des Finistériens



Interview
N'oublions pas la Tunisie
Avec Gérard Fuchs

Arlésienne

Le conseiller territorial verra-t-il le jour ? On peut vraiment en douter. A deux reprises le Conseil constitutionnel a censuré la copie du gouvernement. La première fois en décembre 2010, parce que la répartition proposée portait vraiment atteinte au principe d'égalité devant le suffrage. Qu'à cela ne tienne, le ministre des Collectivités locales a remis son ouvrage sur le métier. Mais, une seconde fois, le 7 juin 2011, les sages ont retoqué sa proposition. Jamais deux sans trois ? A ce stade, le gouvernement serait bien inspiré de mettre fin à cette opération douteuse. Car, d'ores-et-déjà le PS s'est engagé, lorsqu'il reviendra au pouvoir en 2012, à abroger le conseiller territorial et à engager l'acte 3 de la décentralisation.

Le Léon passe à gauche



Ce n'est pas par hasard si la troisième rencontre conviviale de la 4^e circonscription s'est déroulée à Saint-Pol-de-Léon. Après les municipales de 2008 qui avaient, notamment dans la circonscription, été marquées par la perte de Morlaix, les socialistes s'étaient retrouvés à Pleyber Christ. « L'année suivante, c'est à Plougouven que nous avons fêté la victoire des régionales », a rappelé le délégué de circonscription Gwengon Bui.

Le 24 juin, plus de 120 personnes se sont retrouvées salle Michel Colombe pour cette rencontre qui marque désormais la fin de l'année. « Il y a encore quelques années, un tel rassemblement aurait tout simplement été inimaginable », a souligné Marylise Lebranchu qui n'a pas manqué, alors que l'UMP tente de faire croire aux Français qu'ils pourraient être « fichés » à l'occasion des Primaires, de rappeler que dans le Léon, les militants de gauche ont souvent payé cher leur engagement.

« Mais les temps changent et nous progressons, élection après élection », s'est félicité Jacky Le Nen, secrétaire de la section et secrétaire fédéral. Aux Législatives de 2007, Marylise Lebranchu rassemblait ici 48,7% des voix. Aux régionales de 2010, la liste de Jean-Yves Le Drian en recueillait 47,69% et aux cantonales, Jacques Edern, soutenu par la section, réunissait 54,40% des voix sur son nom. De nombreux observateurs avaient expliqué que sa victoire de 2008 était à mettre sur le compte d'un malentendu. Sa ré-élection du mois de mars a clairement démontré que les électeurs du canton n'ont pas voté à gauche par hasard.

« Cette victoire, je la dois à la mobilisation des militants socialistes du canton », a insisté le conseiller général.

La circonscription et le canton sont à gauche. Ne reste plus que la commune à conquérir. Ce sera, après la présidentielle et les législatives, l'objectif des militants de Saint-Pol-de-Léon « car plus aucun territoire n'est interdit à la gauche », a répété Gwengon Bui, qui a particulièrement insisté sur la mobilisation indispensable de tous les socialistes, pour les grandes échéances de 2012.

Un projet pour l'emploi

Les socialistes se sont dotés, le 28 mai, d'un projet pour changer la France. Après le vote unanime du Conseil national, il est maintenant important de le faire connaître aux Français. C'est dans ce cadre qu'Alain Vidalies, député des Landes et secrétaire national du PS chargé de l'emploi, est intervenu, le 24 juin à Saint-Pol-de-Léon, devant plus de 120 personnes. Spécialiste des questions sociales et d'emploi, il a activement participé à la rédaction du projet.



120 personnes à Saint-Pol-de-Léon, le 24 juin

C'est bien sûr autour de l'emploi et du pouvoir d'achat qu'Alain Vidalies a construit son intervention. D'abord, en soulignant le bilan catastrophique de la majorité UMP. Surtout, si on se souvient des promesses du candidat Sarkozy : « **je serai le président du pouvoir d'achat, travailler plus pour gagner plus etc...** » Certes, rétorqueront les partisans du président de la République, la crise est passée par là. Mais, la responsabilité de la droite est immense. Pire, sans la crise, elle aurait mis en œuvre les propositions de Nicolas Sarkozy qui consistaient à développer des subprimes en France.

Oui, il y a eu la crise, mais le plus grand plan social a tout de même été lancé par l'État qui a supprimé 130 000 postes dans la fonction publique.

Avec la défiscalisation des heures supplémentaires, qui ont coûté 3,5 à 4 milliards au budget de l'État, le gouvernement a créé une machine à fabriquer du chômage. Pour les employeurs, il est moins coûteux de faire travailler plus les salariés qui ont déjà un emploi que d'embaucher. La précarité devient la norme. Mais, aux députés et ministres UMP, qui estiment qu'il vaut mieux un travail à temps partiel que pas de travail du tout, Alain Vidalies répond qu'ils peuvent essayer de vivre avec un CDD ou en intérim et alors, ils verront qu'il

n'existe pas de loyer à temps partiel et qu'il est pratiquement impossible d'acheter une voiture ou de se loger sans fiches de paye.

Face à cette situation le Parti Socialiste avance toute une série de propositions pour encourager les employeurs à embaucher des salariés en CDI.

Pour le pouvoir d'achat, en berne depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, le PS avance aussi des propositions. D'abord en augmentant le SMIC, ce que la majorité se refuse à faire. « **Il faut tout de même savoir que 10% des salariés gagnent le SMIC** », a souligné Alain Vidalies.

Pour les autres salaires, une convention salariale sera mise en place dès l'été 2012. Elle réunira les employeurs, les salariés et l'État. Les cotisations sociales seront modulées en fonction des accords salariaux signés.

Pour réduire les écarts de rémunération, le PS suivra la même démarche. Dans les entreprises où l'État est majoritaire, il imposera un écart de 1 à 20. Dans les autres, la loi imposera aux Assemblées générales d'actionnaires de fixer une fourchette, après avis du Comité d'Entreprise.



« Nous reviendrons à la retraite à 60 ans »

Alain Vidalies a particulièrement insisté sur la question de la retraite. « **Oui, nous reviendrons à la retraite à 60 ans** », a-t-il précisé. « **Car, il est inacceptable de ne pas tenir compte de l'espérance de vie dans les différents métiers. Nous allons revenir à 60 ans avec 162 trimestres, en bonifiant les années pénibles** ». Car, tout le monde sait que le travail posté, de nuit ou en trois huit, a des répercussions sur l'espérance de vie.

C'est sur des engagements forts, comme celui-là, que la gauche remportera les élections de 2012. 🇫🇷

Primaires : à la rencontre des Finistériens

Les Finistériens sont prêts à participer aux Primaires organisées par le Parti Socialiste pour désigner son ou sa candidat-e à la présidentielle et ne sont absolument pas sensibles aux accusations de fichage portées par l'UMP. C'est ce qui ressort des premiers porte-à-portes organisés dans le Finistère à Brest, Morlaix, Carhaix, Châteaulin, Le Guilvinec ou Quimper.



Avant le porte-à-porte, à Brest

« En règle générale les personnes chez qui nous sommes allées savent que le PS organise des Primaires », explique Anne-Marie Guyot qui a participé aux porte-à-portes, à Brest.

« Mais beaucoup ne savent toujours pas qu'il suffit d'être inscrit sur les listes électorales pour pouvoir participer », complète Yves Formentin.

Une nouvelle fois, en allant à la rencontre des électeurs, les socialistes

peuvent mesurer à quel point les Français veulent mettre fin, en 2012, au mandat de Nicolas Sarkozy. « C'était très net à Morlaix », indique Françoise Abalain. « La remarque qui revient le plus souvent est : "Surtout ne le laissez pas faire un nouveau mandat" ».

Et les attaques totalement infondées lancées par l'UMP ne rencontrent pas

d'échos particuliers. « Personne ne nous en a parlé », constate Françoise Abalain.

Cependant, pour Bernard Poignant elles n'en sont pas moins inacceptables « Ils laissent entendre que les maires pourraient tenir compte de ce vote pour priver des citoyens d'emploi, de logement, de subvention et brimer les fonctionnaires territoriaux dans le déroulement de leur carrière. Cette suspicion est insupportable », s'est indigné le maire de Quimper, qui « invite tous les électeurs à démentir ces prophètes de malheur », en venant nombreux choisir le candidat des socialistes. « Qu'ils soient assurés que leur liberté restera, pour le maire que je suis, le bien le plus précieux ».

Interview

N'oublions pas la Tunisie

Avec Gérard Fuchs

« Ce qui se passe aujourd'hui dans les pays musulmans pourrait avoir autant d'importance que la chute du mur de Berlin dans les années 90 », estime Gérard Fuchs, responsable du département de Coopération internationale de la Fondation Jean-Jaurès, qui appelle les socialistes français et européens à ne pas abandonner les révolutionnaires de Tunis ou du Caire.

Cap Finistère : Avons-nous vraiment pris la mesure de ce qui a débuté, en janvier, en Tunisie ?

Gérard Fuchs : Je n'en suis pas certain. Pour moi c'est aussi important que la chute du mur de Berlin. A l'époque, on s'est rendu compte que le communisme n'était plus une alternative au capitalisme. Aujourd'hui, c'est la fin de l'idée selon laquelle seules des dictatures policières peuvent représenter une alternative à l'islamisme qui s'effondre.

Cap Finistère : L'expression « printemps arabes » est-elle bien adaptée ?

Gérard Fuchs : Non, je crois qu'elle ne rend pas compte de la dimension musulmane du phénomène. Car, on fait débiter ce printemps en décembre 2010, en Tunisie, mais les démocrates iraniens, en 2009, avaient montré la voie. Eux aussi se battaient pour leur dignité et leur liberté. A cet égard, je crois qu'il faut insister sur l'importance d'internet et de la télévision par satellite dans la diffusion des idées de démocratie et de liberté.

Cap Finistère : Quel rôle doivent jouer les socialistes français et européens dans ce mouvement ?

Gérard Fuchs : Il ne faut pas, comme pour les pays de l'Est, se féliciter de leur libération et ensuite les laisser seuls. Je crois que l'enjeu principal se situe en Tunisie. C'est de là qu'est parti le mouvement et les autres peuples, en particulier les Égyptiens, regardent avec attention comment évolue la situation à Tunis.

L'instauration d'une démocratie stable pour les 11 millions de Tunisiens est importante pour la suite. Alors que faire ? D'abord, nous, en France, nous devons nouer des liens avec les 600 000 Tunisiens qui vivent ici. Ensuite, pour les élections, la Fondation Jean Jaurès aidera les organisations de gauche dans leur campagne électorale. Il ne faut pas oublier que ce pays sort d'une période de 23 ans d'élections truquées.

Mais, d'autres actions sont possibles. Les militants syndicaux, dans les entreprises européennes présentes en Tunisie, doivent être attentifs. Il ne faudrait pas que des groupes, prospères sous l'ère Ben Ali, se retirent maintenant du pays.

Enfin, compte tenu de l'importance de ce secteur dans l'économie tunisienne, il est important de ne pas délaissier cette destination pour ses vacances.

En savoir plus : www.jean-jaures.org/



Agenda

1^{er} juillet

20h 15 : Réunion sur le projet avec Harlem Désir, aux Halles de Carhaix.

15 juillet

18h 30 : Secrétariat fédéral, au siège de la Fédération à Quimper.

9 et 16 octobre

9h 00 - 19h 00 : Primaires.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428

N° 916 - Vendredi 1^{er} juillet 2011

www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros

Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Sport en danger



Patricia Adam, députée de Brest a attiré l'attention du ministre de l'Éducation Nationale, sur l'évolution préoccupante de l'emploi des enseignants d'éducation physique et sportive (EPS), dans l'Académie de Rennes.

En effet, « le nombre de postes ouverts aux concours du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS), interne et externe, et de l'agrégation interne pour l'année 2011, ne permettra pas de combler les postes vacants d'enseignants d'EPS dans la région ».

Il est prévu, pour faire face aux besoins des établissements en personnels enseignants, d'y affecter des personnels titulaires remplaçants. Or, le nombre d'enseignants titulaires remplaçants est largement insuffisant pour couvrir l'ensemble des besoins en remplacement. Ainsi, selon les organisations syndicales, le taux de couverture des remplacements sera « proche de 0% » cette année et l'enseignement d'EPS ne sera pas assuré uniformément dans l'Académie. Elle lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il entend prendre pour remédier à l'insuffisance du nombre de postes ouverts aux concours du CAPEPS et de l'agrégation interne cette année et aux conséquences qu'elle engendrera pour l'enseignement en éducation physique et sportive dans l'Académie de Rennes.

Solidarité européenne menacée

La Commission européenne a annoncé la nécessité, motivée par des considérations juridiques, de réduire de manière drastique l'enveloppe financière dédiée au Programme alimentaire européen d'aide aux plus démunis (PEAD).

« Il serait désastreux, tant pour les populations concernées que pour la crédibilité et l'image de l'Europe, que les difficultés techniques et juridiques conduisent au démantèlement de ce dispositif quasiment vital

pour des millions d'européens en situation de précarité, a fortiori en période de crise », ont dénoncé Germinal Peiro, secrétaire national à l'agriculture, Stéphane Le Foll et Estelle Grelier, députés européens, dans un communiqué commun.

« Le niveau de développement d'une société se mesure au degré d'attention que celle-ci porte aux plus fragiles et aux plus démunis des membres qui la composent. Il est clair que l'Europe n'est pas à la hauteur de la situation. La faute n'en incombe pourtant pas aux institutions européennes, mais à

quelques chefs d'États et de gouvernements idéologiquement allergiques à toute forme de solidarité européenne », expliquent les signataires du communiqué.

Le Parti Socialiste demande au président de la République et au gouvernement de faire pression sur leurs partenaires, à commencer par Angela Merkel et David Cameron, dans le but d'infléchir leurs positions et de les ramener à la raison. La France doit faire entendre sa voix et jouer un rôle moteur sur ce sujet.

Annonces légales & judiciaires

SCP Patrick O'REILLY - Olivier BARIOU
Notaires associés à MELGVEN (29140)
1, route de Concarneau

Suivant acte reçu par Olivier BARIOU, notaire à MELGVEN, le 14 juin 2011, enregistré au Service des Impôts de QUIMPER OUEST, le 20 juin 2011, Bordeaux 2011/922 case n°1, contenant :

RÉSILIATION DE LOCATION GÉRANCE

Par :

Monsieur René Joseph Marie Anne LE MOAL et Madame Eliane Francine Renée LE BRANQUET, son épouse, demeurant à CHÂTEAUNEUF DU FAOU (29520) rue de Quimper.

Nés savoir :

Monsieur à MELGVEN, le 27 juin 1931
Madame à KERNEVEL, le 19 septembre 1936.
Au profit de :

La société dénommée **GARAGE LE MOAL**, société par Actions Simplifiée, au capital de 8 000 euros, dont le siège est à CHÂTEAUNEUF DU FAOU (29520) rue de Quimper, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER sous le numéro 399 602 036.

Anciennement dénommée :

SARL GARAGE LE MOAL, société à Responsabilité Limitée au capital de 8000 euros, dont le siège est à CHÂTEAUNEUF DU FAOU (29520), rue de Quimper, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER sous le numéro 399 602 036.

Portant sur un fonds de commerce de garage, courtage en voitures, réparation de voitures automobiles, scooters, cycles (activité de production), vente de cycles, cyclomoteurs, motos, scooters et accessoires au détail, station-service, vente d'essence, lubrifiant et huiles, connu sous le nom **GARAGE LE MOAL**.

Et à titre accessoire, les locaux de l'immeuble situé à CHÂTEAUNEUF DU FAOU, rue de Quimper, dans lequel est exploité le fonds sus désigné.

Résiliation à compter du 14 juin 2011, sans indemnité de part et d'autre.

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par :

Monsieur René Joseph Marie Anne LE MOAL et Madame Eliane Francine Renée LE BRANQUET, son épouse, demeurant à

CHÂTEAUNEUF DU FAOU (29520) rue de Quimper.

Nés savoir :

Monsieur à MELGVEN, le 27 juin 1931
Madame à KERNEVEL, le 19 septembre 1936.

Au profit de :

La société dénommée **GARAGE LE MOAL**, société par Actions Simplifiée, au capital de 8 000 euros, dont le siège est à CHÂTEAUNEUF DU FAOU (29520) rue de Quimper, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER sous le numéro 399 602 036.

Portant sur :

Un fonds de commerce de garage, courtage en voitures, réparation de voitures, automobiles, scooters, cycles (activité de production), vente de cycles, cyclomoteurs, motos, scooters et accessoires au détail, station-service, vente d'essences, huiles et lubrifiants sis à CHÂTEAUNEUF DU FAOU, rue de Quimper.

Pour lequel le CÉDANT est identifié sous le numéro SIREN 376 174 405 et immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Moyennant le prix de : QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE EUROS (98 000 euros).

S'appliquant aux éléments incorporels pour 97 000 euros et aux matériels, mobilier et outillage pour 1 000 euros.

Entrée en jouissance : 14 juin 2011.

Les oppositions seront reçues en l'office notarial de MELGVEN où domicile a été élu à cet effet, dans les dix jours suivant la dernière en date de la présente insertion et de la publication au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Pour unique insertion,
Le Notaire.

SOCIÉTÉ NOUVELLE BOUGEARD

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 12 000 euros
Siège social : 9, Domaine de Kerampennec
29940 LA FORÊT FOUESNANT
441 517 067 RCS QUIMPER

Aux termes d'une délibération en date du 14 juin 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis,
La Gérance.

**En cas de déménagement,
pour continuer à recevoir
le Cap Finistère, merci de
nous préciser votre nouvelle
adresse.**